

PAYS HORS SERVICE

PAULA VASQUEZ LEZAMA



PAYS HORS SERVICE

Venezuela : de l'utopie au chaos

BUCHET • CHASTEL

© Libella 2019
7, rue des Canettes, 75006 Paris

ISBN : 978-2-2830-3181-0

À la mémoire d'Eduardo Vasquez, mon père

AVANT-PROPOS

Nous sommes fin novembre 2017. Je suis à Paris, ville que j'habite depuis une vingtaine d'années, où j'ai fait ma carrière et ma vie. Je suis vénézuélienne, mais aussi française, car naturalisée en 2003. Depuis que je vis en France, je parle avec ma mère, qui se trouve à Caracas, une fois par jour. Elle me dit, et ma sœur me le confirme, que mon père et elle ont perdu beaucoup de poids. Ses pantalons tombent lorsqu'elle marche. « C'est sûrement parce qu'il n'y plus de pain et que se procurer de la farine pour faire des *arepas* est impossible. La viande est très difficile à trouver et, tout comme le poulet, le poisson est hors de prix. » Mais elle ne se plaint pas du tout. Elle est en bonne santé et les médicaments que je lui ai apportés en juillet lui permettront de tenir jusqu'à l'année prochaine. « Ne te fais pas de souci. Nous allons bien et, de toute façon, nous sommes trop âgés [mon père et elle] pour manger de la viande. » J'organise un envoi de nourriture et de produits de soin *via* l'Espagne. Dans ce pays, des personnes qui ont sûrement des contacts avec les douanes vénézuéliennes ont fondé des entreprises de courrier qui envoient des denrées et des médicaments au Venezuela. Le prix est de 12 euros pour un kilogramme et de 8 euros pour chaque kilogramme supplémentaire. La poste vénézuélienne ne

fonctionne quasiment pas et les entreprises internationales privées de courrier classiques sont pratiquement interdites dans le pays à cause des contrôles des douanes. Ainsi, un nouveau marché apparaît pour des Vénézuéliens résidant à l'étranger qui créent ces entreprises. On les paie en euros, en dollars ou en livres sterling, eux livrent des cartons avec les précieux envois de ceux qui, désespérés, voient de loin le niveau de vie des leurs se dégrader. Pour Noël, j'envoie des fruits secs et du miel – très utiles, car il n'y a pas de sucre –, des biscuits et, à la demande de ma mère, des boîtes de sardines. « Ton père adore et c'est un festin chaque fois que j'en trouve au supermarché, mais c'est très rare. Nous pouvons encore acheter du poisson frais une fois par semaine, mais qui sait jusqu'à quand, avec la montée permanente des prix... » Dans le courant du premier trimestre 2018, l'inflation a atteint 2 000 % et, pour la fin de l'année, le Fonds monétaire international prévoit 1 000 000 %. La Banque centrale vénézuélienne, elle, ne publie plus ses propres chiffres... Les retraites de mes parents – mon père a été professeur de philosophie durant une trentaine d'années dans les universités Centrale, Simon Bolivar à Caracas et Los Andes à Mérida, ma mère a également enseigné les sciences humaines dans un Institut universitaire de formation technique – ne leur permettent plus que d'acheter quelques produits frais.

Je n'ai aucune intention d'émouvoir avec ces lignes. En décrivant l'absurdité vénézuélienne, je ne lance surtout pas un appel à l'aide. L'écriture à la première personne n'est pas un choix destiné à créer de l'empathie, mais une tentative d'auto-ethnographie : déchiffrer l'énigme du chaos vénézuélien. Depuis la mort du président Hugo Chavez en 2013, plus rien n'a de sens dans ce pays. Les crises se succèdent, comme des spasmes ou des convulsions ; elles

marquent le quotidien de ceux qui vivent d'un salaire, qui n'ont pas établi les connexions nécessaires avec le gouvernement pour garantir des sources de revenus en « monnaie dure » ou qui n'ont pas de dollars à revendre. Les entretiens que je réalise dans le cadre de mes enquêtes ethnographiques sont parfois une collection de scènes absurdes. Ainsi, Graciela, de Punto Fijo dans l'État de Falcon, me raconte en juin 2017 comment elle gère la crise des liquidités : « Les distributeurs ne donnent que 10 000 bolivars par jour et il y a des choses qu'on ne peut payer qu'avec des espèces. Donc, il y a des commerçants qui "échantent" des espèces, avec une commission de 50 % : ils débitent 100 000 bolivars de votre carte bleue et vous donnent 50 000 bolivars en liquide. »

La crise de l'argent liquide de 2017 et 2018 soumet les Vénézuéliens à une vie quotidienne très difficile. La gestion économique du président Maduro a eu comme effet – ou comme objectif – de détruire les moyens de paiement. Régler un achat, payer un service, est un cauchemar. Pendant ces deux dernières années, j'ai vu mes proches acheter de l'argent en espèces au double de sa valeur pour pouvoir régler leurs achats. Début 2018, Graciela me dit qu'elle est très inquiète, car cela fait une semaine que ses neveux ne vont pas à l'école. Son frère n'a pas l'argent pour payer les transports en commun. Il touche le salaire minimum et leur famille comporte quatre personnes. En mai, Graciela est partie en Équateur. Elle a réussi à prendre l'avion pour Guayaquil. Elle est technicienne en informatique et a trouvé un travail qui lui permet de mettre de l'argent de côté pour en envoyer à sa famille prochainement. « La seule solution, c'était que je parte, car je n'ai pas d'enfants, je suis la cadette et je peux me débrouiller pour les aider tous. »

Parler de la crise vénézuélienne en France suscite tout de suite un malaise. J'ai très souvent la sensation que, parmi mes collègues, c'est un sujet embarrassant, que l'on préfère l'éviter, car cela renvoie aux positionnements politiques et idéologiques que certains leaders « progressistes » français ont à l'égard du chavisme. Le silence s'impose. Avec les gens venus d'autres horizons et en dehors du milieu professionnel, les expressions de solidarité sont plus spontanées et s'entremêlent avec l'incompréhension. De plus, depuis 2013, je suis très sollicitée par les médias français pour intervenir en tant qu'experte sur la question. La tâche est difficile, car mon avis est clairement critique envers le gouvernement actuel, malgré ma volonté d'avoir une position distanciée. Mais je ne suis pas « représentante de l'opposition vénézuélienne », je ne milite pas dans un parti politique, je ne suis pas financée par une organisation qui chercherait à contrecarrer la révolution bolivarienne – non, je ne suis pas une agent de la CIA payée pour déstabiliser une belle expérience progressiste et populaire latino-américaine...

Bien des fois, les journalistes français qui me sollicitent ne le font pas sans avoir un contrepoids de la France insoumise, par exemple. Un chaviste et une « non-chaviste » : la polarisation bat son plein au nom d'une objectivité qui ne l'est pas, dans la mesure où l'un des intervenants est un partisan politique. Très souvent, je vois comment la crise vénézuélienne est sous-estimée et passe inaperçue. En fin de compte, ce n'est pas tant la compréhension de la situation qui est le problème, mais sa description factuelle même. Mon point de vue n'est pas unique, mais il n'est pas comparable à celui de quelqu'un qui est allé une semaine au Venezuela, invité par le gouvernement, pour voir les réussites révolutionnaires comme on visite un parc à thèmes – le « bolivarianisme Disney » pour les universitaires et les hommes

politiques « progressistes » du « Premier monde », comme nous disons entre collègues vénézuéliens.

C'est aussi une crise qui suscite la suspicion dans certains milieux, et il est épuisant de passer son temps à convaincre ceux qui ne veulent pas croire. Une fois, cela m'a échappé de dire à une collègue que j'étais occupée à préparer un carton de nourriture pour mes parents. « Ah bon, c'est à ce point-là... ? Mais ça va passer vite, non ? Dès que le prix du baril de pétrole remontera, ça va aller mieux, c'est sûr... » Je souris en silence. Cela ne vaut même pas la peine de répondre. Car non, ce n'est pas du tout « sûr » que ce pays hors service puisse redémarrer. Car les fluctuations du prix du baril ne sont pas la seule cause de ce drame et, surtout, ce n'est pas la plus importante. Le Venezuela est en train de vivre l'une des crises sociales, économiques et politiques les plus terribles qu'ait connues un pays d'Amérique latine au cours des trente dernières années. Reconnaître et faire savoir la gravité, l'étendue et la complexité de cette situation relève, dans mon cas, plus d'une responsabilité morale que d'un positionnement idéologique.

Je suis sociologue et anthropologue ; engagée dans la vie publique, j'essaie de ne servir aucun dogme. Mes études à l'Université centrale du Venezuela à la fin des années 1980 et au début des années 1990 ont marqué mon parcours. Lorsque j'ai quitté le lycée en 1986, les grèves universitaires se succédaient et j'ai commencé avec retard une licence en sociologie à la faculté de sciences économiques et sociales de l'Université centrale. Les cours d'anglais et de portugais remplissaient cette période pré-universitaire tourmentée par les grèves et les mobilisations – signes avant-coureurs de l'effondrement du système politique de démocratie représentative instauré depuis 1960. Ainsi, en 1989, lors des émeutes du *Caracazo* – un événement

marquant pour ma génération née vingt ans plus tôt –, j'étais étudiante à l'école de sociologie, ce qui n'était pas anodin, car c'était l'un des bastions les plus radicaux de la gauche universitaire.

Après l'élection de Carlos Andrés Pérez à la présidence de la République en décembre 1988, des émeutes éclatent peu après sa cérémonie d'investiture – appelée par les Vénézuéliens le « couronnement » à cause du faste et de la liste d'invités, où figurait bien Fidel Castro – en février 1989. Jusqu'en mars, on assiste à des scènes de pillage dans les grandes villes du pays, puis le pouvoir suspend les garanties constitutionnelles et met en place un couvre-feu. Le bilan est d'environ un millier de morts et la nation vénézuélienne en sort profondément secouée.

Le *Caracazo*¹ est souvent cité par les représentants de la gauche française, tout particulièrement par les porte-parole de la France insoumise – défenseurs inconditionnels de la révolution chaviste –, comme étant le point marquant du début d'une « grande révolution populaire » qui amènera Chavez au pouvoir en 1998. Cet « élément de langage » – la révolution bolivarienne comme suite d'un grand mouvement populaire, avec l'effacement de l'importante composante militaire et militariste de son origine – est répété sur les plateaux de télévision français comme justification ultime de l'autoritarisme et de la répression des gouvernements Chavez et Maduro, en suggérant qu'« avant eux c'était bien pire », c'est-à-dire pendant la période de la démocratie représentative. Cette perception caricaturale

1. Je me suis occupée du *Caracazo* de manière récurrente dans mes travaux académiques. Cf. « Le *Caracazo* (1989) vingt ans après. De l'économie morale à l'instrumentalisation politique de l'émeute au Venezuela », *Revue internationale de politique comparée*, 18 (2), 2010, pp. 127-142.

de l'histoire récente vénézuélienne est complètement manipulée, avec un objectif purement politique : la construction rhétorique d'un sujet révolutionnaire idéal et son passage, pour le dire avec les mots de Jean-Luc Mélenchon, d'un « peuple révolté » (celui de 1989) à un « peuple révolutionnaire » (celui qui amènera Chavez au pouvoir).

Mais ce qui est occulté dans cette version des choses, c'est que le *Caracazo* marque également le début d'une série d'événements sanglants dont le plus important sera le coup d'État manqué du 4 février 1992 contre Carlos Andrés Pérez. Orchestré et mené par Hugo Chavez, lieutenant de l'armée de terre, il avait explicitement pour but de tuer le président de la République. Le Chavez de 1992 n'était pas du tout révolutionnaire ni socialiste ; il mobilisait sur un discours nationaliste, antiparti et antisystème, il revendiquait le coup d'État comme mode d'action politique. Rappeler ce Chavez-là suscite des réactions passionnelles chez ceux qui professent une gamme de valeurs politiques à géométrie variable, où il y a de bons et de mauvais putschistes, de bonnes et de mauvaises victimes, de bons et de mauvais régimes autoritaires. Ainsi, le débat dans les médias français sur n'importe quel aspect de l'histoire, de la politique et même de la culture vénézuéliennes est très souvent assujéti à l'idéologisation et à la polarisation véhiculées par des groupes politiques qui défendent à tout prix le projet politique de Chavez. En effet, comme me le dit une journaliste : « Pour la France insoumise, le Venezuela est un totem. »

Lorsque l'on observe les sondages des années 1990, on se rend vite compte que les Vénézuéliens étaient à la recherche d'un « homme fort ». C'est ainsi qu'un mouvement contre la démocratie représentative, voire contre la politique tout court, s'est instauré. Cet « homme fort » a fait son apparition

lors du coup d'État du 4 février 1992. Hugo Chavez était un homme doté de charisme qui, au début de sa vie publique, ne se disait pas socialiste, mais voulait sauver la nation de la calamiteuse gestion des partis politiques. L'adhésion de la gauche à la cause de Chavez en 1992 a été loin d'être unanime ; celle qui le suivra en 1998 sera surtout issue de l'université.

L'Université centrale abritait toutes les tendances politiques, mais la faculté de sciences économiques et sociales était le foyer d'une gauche radicale qui avait eu du mal à se « pacifier », car c'était un bastion urbain de la guérilla, et à se plier au pacte institutionnel de pacification, après la fin de la lutte armée dans les années 1960. Certains professeurs menaient une agitation politique à l'intérieur du campus. On était libre, en tant qu'étudiants, d'y adhérer ou non. Il n'y avait pas d'endoctrinement académique, mais les radicaux étaient bien dans les couloirs pour organiser leur militantisme. Cette aile radicale était très minoritaire par rapport à celle des partis politiques – Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), Movimiento Al Socialismo (MAS) et La Causa R –, mais elle était très présente. Ainsi, j'ai côtoyé dans les couloirs universitaires un bon nombre de personnes qui allaient ensuite devenir de hauts fonctionnaires chavistes issus des groupes et des partis d'extrême gauche, dont Bandera Roja (qui, peu de temps après le triomphe de Chavez, sera dissidente du chavisme), la Liga Socialista et Movimiento 80, qui accompagneront Chavez pour former le mouvement V Republica et gagner les élections de 1998.

Vingt ans après ce triomphe électoral, le résultat de la révolution chaviste est un cauchemar pour le pays. L'effondrement d'un État aux dimensions énormes, une sorte de *hub* devenu entrepreneur import-export composé d'une série d'entreprises financées par les devises du revenu

pétrolier. Ce consortium d'entreprises étatiques – je ne dis pas publiques, mais étatiques dans le sens où elles sont financées avec l'argent de l'État – insolvable est géré par une oligarchie, la « bolibourgeoisie » et ses réseaux nationaux et internationaux, qui s'est enrichie en spéculant avec les fonds du revenu pétrolier.

C'est un monstre bureaucratique en banqueroute qui « gère » quantité d'entreprises expropriées sur des marchés lucratifs : la grande distribution, l'eau, l'électricité, l'acier, les intrants agricoles, la téléphonie, le métro de Caracas, le ciment, la banque, les médias, etc. Les conséquences pour la population de cette faillite aux proportions difficilement quantifiables, car fermée hermétiquement à tout audit, sont inimaginables. Cet abandon est à l'origine d'une spirale de pénuries et de maladies qui touchent et font fuir des millions de Vénézuéliens vers les pays voisins et ailleurs dans l'espoir de trouver des dollars et de les changer au marché noir pour les envoyer à leurs proches qui restent afin que ceux-ci ne meurent pas de faim.

La vie quotidienne dans ce pays hors service, où l'infrastructure tombe en panne, ressemble à un scénario de science-fiction, à une dystopie, à un cauchemar où tous prient pour ne pas tomber malades à cause de l'impossibilité de trouver des médicaments et de la faillite des compagnies d'assurances. C'est une population abandonnée à son sort dans une économie marquée par deux ans consécutifs d'hyperinflation, chose rarement vue dans l'histoire. Ce sont des inégalités sociales qui se creusent entre ceux qui peuvent recevoir des devises, des dollars, et ceux qui n'ont pas cette possibilité. Fatalement, le ressentiment grandit, le tissu social se dissout dans la violence et la répression.

Ce livre est une généalogie personnelle de l'effondrement d'un modèle, d'un système politique souvent mal compris

car inintelligible. Vingt ans après, la révolution bolivarienne dévoile son vrai caractère, celui d'un énorme projet de réforme de l'État visant à désamorcer toute forme de contrôle financier et juridique dans la gestion institutionnelle. En fin de compte, la question idéologique ou programmatique s'est diluée dans la volonté de garder le pouvoir. C'est un système politique fondé plus sur la force du militarisme que sur la démocratie participative dont se vantait tant le *Comandante* Chavez. Car la révolution bolivarienne relève moins d'« un modèle de production autogestionnaire ou de répartition plus juste de la rente pétrolière » – comme le souligne, agacé, Jean-Luc Mélenchon lorsqu'on évoque avec lui le drame vénézuélien – que d'une forme de destruction systématique de toutes les institutions démocratiques de l'intérieur pouvant constituer un frein à l'exercice du pouvoir.

La « guerre économique » et, depuis 2017, les « sanctions économiques » sont les arguments souvent invoqués par les gouvernements de Chavez d'abord, de Maduro ensuite, pour se défaire de la responsabilité de la crise. Mais les sanctions venant des États-Unis, du Canada et du Panama à l'égard des fonctionnaires du gouvernement vénézuélien ont deux niveaux. Le premier concerne le gel, voire la confiscation, des avoirs d'investisseurs étroitement liés au gouvernement de Nicolas Maduro. Ce sont des sanctions individuelles dans le cadre des investigations criminelles menées aux États-Unis¹. Le second a des conséquences plus sévères pour l'économie pétrolière, le gouvernement américain ayant interdit la spéculation sur les bons de dette émis après 2017 par le gouvernement vénézuélien ou par PDVSA, la compagnie nationale du pétrole. Cette mesure ne touche en rien le

1. <http://crimenessincastigo.blogspot.com/2018/05/el-futuro-de-las-sanciones.html> (consulté le 2 juin 2018).

commerce et l'importation, notamment de nourriture ou de médicaments, mais vise la spéculation financière directement liée aux transactions pétrolières avec l'étranger¹.

Le modèle décrit ici, issu de cette série de politiques et de mécanismes institutionnels qui ont été mis en place tout au long des vingt dernières années, a eu pour effet de décourager, voire d'annihiler, toute production locale ; et l'investissement dans des entreprises pouvant innover en matière d'agriculture durable et de réseaux accessibles est resté très faible. Pis, ces politiques ont stimulé la spéculation financière et la création d'entreprises fantômes, notamment dans l'importation. C'est le grand paradoxe de la « révolution bolivarienne » en 2018 : l'endettement spéculateur et consumériste a été pensé depuis le ministère des Finances vénézuélien au cours des deux dernières décennies ; il a servi à enrichir une nouvelle classe sociale *via* la spéculation avec des devises octroyées à des taux préférentiels. Les Vénézuéliens, abandonnés, sont définitivement entrés dans la spirale de la faim.

Ce livre n'est pas un travail scientifique. Il est issu des réflexions élaborées en vivant d'une manière très incarnée les expériences – souvent extrêmes – propres au quotidien de la crise de ce pays. Une situation qui est fréquemment inintelligible et insaisissable. Si certains passages peuvent apparaître comme trop saccadés ou impressionnistes, c'est parce que, justement, même les Vénézuéliens n'ont pas souvent le temps de comprendre, et il ne reste que la possibilité de les associer à l'expérience passée, aux souvenirs, aux associations libres, aux engagements personnels. Et, en même temps, c'est par le biais d'une histoire propre que j'essaie d'ordonner ce chaos, en suivant un plan qui ne peut être que le mien.

1. Le 28 janvier 2019, l'administration Trump est allée plus loin en gélant les avoirs de PDVSA aux États-Unis.

I

L'EXCEPTION DEVIENT LA RÈGLE OU COMMENT ASSEOIR UNE DICTATURE

Depuis son arrivée au pouvoir, le régime chaviste cherche progressivement à éliminer les contre-pouvoirs prévus par la Constitution. Le gouvernement de Nicolas Maduro se sert de la crise économique, que le gouvernement a provoquée lui-même, pour y arriver. La « guerre économique » en devient le *leitmotiv*. Selon le gouvernement, l'hyperinflation, les pénuries et l'effondrement du système bancaire seraient causés par les « ennemis » qui se trouveraient dans les rangs de l'« opposition » et qui seraient financés par l'« extrême droite colombienne » et les États-Unis.

Cette guerre économique devient la justification pour déployer toute une série de mesures autoritaires, car le gouvernement doit, selon lui, « défendre la patrie contre les ennemis ». L'une de ces mesures les plus spectaculaires est prise le 30 mars 2017 : ce jour-là, le Tribunal suprême de justice s'octroie les pouvoirs de l'Assemblée nationale, qualifiée de « hors la loi » par cette plus haute juridiction du pays. Les magistrats de ce Tribunal, tous membres du parti au pouvoir, deviennent ainsi les instruments politiques du régime. En s'attribuant les compétences du parlement, le TSJ met fin à la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire à la démocratie. L'état d'exception permanent s'installe. Pour reprendre Carl Schmitt, le souverain est celui qui décide

de l'état d'exception¹. L'anéantissement de la démocratie vénézuélienne est le résultat de l'exercice de la répression politique pour supprimer des adversaires, considérés comme ennemis, en se servant des institutions mêmes de l'État de droit.

La guerre économique sert avant tout à installer cet état d'exception permanent qui a tant aidé Chavez. La « guerre économique » est la traduction juridique du message politique de Maduro : la pénurie qui affecte la population ne peut pas mettre en danger les intérêts de la *nomenklatura* qui dirige le pays. L'exécutif s'est désormais blindé avec le pouvoir judiciaire et fait confiance aux militaires. Le gouvernement croit pouvoir survivre à la crise et traverser ces « circonstances » défavorables. C'est pour cela que Maduro ne prend que, de temps en temps, des mesures qui s'apparentent à des soins palliatifs. L'objectif n'est pas de sauver l'économie, mais de rester au pouvoir.

Manifestations et répressions

« Pourquoi n'y a-t-il pas de manifestations contre Maduro ? Pourquoi “les gens” ne manifestent-ils pas contre ce gouvernement au Venezuela ? Pourquoi est-il toujours au pouvoir ? » Ces questions me sont posées de manière récurrente en France. Elles demandent une réponse simple à une situation issue d'un système de pouvoir plus que complexe. Un système qui est verrouillé et où tout est imbriqué. C'est un système de contrôle social constitué par des ramifications et des interconnexions, fondé également sur des complicités. Et cela fonctionne.

1. Carl Schmitt, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1922, 2008.

Entre février et mars 2014, le pays vit au rythme des émeutes et des manifestations. Elles font 43 morts et des centaines de blessés¹. La crise sociale est certes devenue politique, mais, paradoxalement, cette vague de manifestations ne débouche pas sur une opposition plus articulée. Les manifestations et leur répression démesurée dans les rues des principales villes du pays entre février et juin 2014 marquent les esprits, mais ne laissent derrière elles qu'un sentiment de grande frustration parce qu'elles ne conduisent pas à des mobilisations politiques capables de représenter une alternative. Dans les rues, l'indignation face à une situation perçue comme injuste est palpable. S'ajoute à cela un gouvernement devenu, entre 2014 et 2015, plus dur et plus autoritaire. L'équipe de Nicolas Maduro, successeur de Hugo Chavez, survit à la crise de 2014 sans s'ouvrir à aucune négociation avec ceux qui le contestent. Tout au contraire, la répression devient le mot d'ordre de la politique officielle. Une résolution du ministère de la Défense autorise cette année-là la répression des manifestations par des armes à feu.

La révolte de 2014 se termine par un acte d'injustice flagrant : l'arrestation de Leopoldo Lopez, leader du parti Voluntad Popular. C'est une mesure extrême qui inaugure l'emprisonnement politique comme mode de répression. Je ne valide pas ici la stratégie de cette partie (en l'occurrence, Leopoldo Lopez et Maria Corina Machado) de l'opposition vénézuélienne qui a encouragé la révolte nommée *La Salida*. Mais force est de constater que le gouvernement y a répondu en déployant une répression sans mesure.

L'arrestation de Leopoldo Lopez est un acte d'injustice qui sème la peur. Le procureur du parquet en charge du

1. <https://www.amnesty.org/en/documents/amr53/1239/2015/en/> (consulté le 13 février 2019).

procès de Lopez, Franklin Nieves, avoua par la suite dans une vidéo publique que les preuves qui ont amené à la détention de l'opposant avaient été manipulées¹. Accusé d'avoir promu la violence dans les rues de Caracas en février 2014 à la suite de la diffusion d'une vidéo dans laquelle il demandait la démission de Nicolas Maduro, Leopoldo Lopez se rendit lui-même aux agents des forces de l'ordre lors d'une manifestation. Sa reddition a été spectaculaire, filmée et télédiffusée. La camionnette de la police était entourée d'une foule de manifestants qui l'empêchait de partir. La confusion était totale : Leopoldo Lopez s'était-il approché des autorités pour dialoguer ? Un mandat d'arrêt avait-il été déjà émis à ce moment-là ? Le procureur Nieves, qui signa le mandat d'arrêt de Leopoldo Lopez, déclara qu'il avait été mis sous pression par la procureure générale Luisa Ortega Diaz pour inculper Lopez de la mort de Bassil Costa et de Juan Montoya, des étudiants tués pendant les manifestations. Et, à son tour, Luisa Ortega Diaz dira plus tard qu'elle était sous la pression de Diosdado Cabello, le président de l'Assemblée nationale, pour changer le type de délits commis par Leopoldo Lopez lors de l'instruction du dossier².

Luisa Ortega Diaz, en exil à Bogotá depuis 2018, n'a pas pour autant apporté de preuve concrète de cette pression de la part de Diosdado Cabello. Finalement, Leopoldo Lopez sera condamné, pour incitation à la violence, à quatorze ans de prison ferme par la juge Susana Barreiros. Entre février 2014 et août 2017, il sera emprisonné à Ramo Verde,

1. https://elpais.com/internacional/2015/10/24/america/1445658464_169389.html (consulté le 13 février 2019).

2. http://www.el-nacional.com/noticias/politica/ortega-diaz-caso-leopoldo-lopez-presiono-diosdado-cabello_223186 (consulté le 13 février 2019).

un établissement pénitentiaire militaire de haute sécurité à Caracas. Quelques mois après son incarcération, des membres du parti Voluntad Popular chercheront à faire de la grève de la faim un mode de protestation. Il y a eu une prolifération de protestations très physiques, comme s'il fallait exhiber une violence autodestructrice, une violence contre soi, pour gagner une visibilité et créer des événements extrêmes, pour éviter que l'emprisonnement de Lopez ne soit oublié¹.

Leopoldo Lopez est assigné à résidence en juillet 2017. Cette décision de « libérer » Lopez, c'est-à-dire de l'assigner à résidence avec un bracelet électronique, survient dans un contexte difficile pour le gouvernement de Maduro. Le but de cette manœuvre était de désamorcer la pression de l'opposition qui demandait sa libération. En effet, dans la presse internationale, il n'était pas rare de lire « libération » lorsqu'on reportait l'événement, quand en réalité il s'agissait d'une assignation à résidence. Lopez avait, d'une certaine manière, perdu sa valeur d'échange.

L'année 2015 est celle du renforcement des forces politiques de l'opposition. C'est en décembre, lors des élections législatives, que l'opposition obtient sa victoire la plus significative : elle remporte la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. Le triomphe de la coalition de l'opposition, la MUD (Mesa de la Unidad Democrática), la Table de l'unité démocratique, soulève bien des défis pour cette alliance d'opposants hétérogènes. Les chantiers des lois à élaborer étaient vastes : trouver des solutions pour sortir de la crise

1. En 2015, le maire Daniel Ceballos est emprisonné et mène une grève de la faim pendant vingt jours. Accusé de terrorisme par Nicolas Maduro, il a été en prison entre 2014 et 2018. Les membres du parti Voluntad Popular font souvent des grèves de la faim pour protester contre la persécution politique.

économique, amnistier les prisonniers politiques et rétablir la procédure normale de la désignation des magistrats du Tribunal suprême de justice, entre autres. Le président Maduro a désigné les membres de cette magistrature pour la période suivante avant que l'Assemblée d'opposition ne se réunisse et ne puisse le faire, comme cela aurait dû être le cas. Les magistrats désignés par Maduro sont tous proches politiquement de l'exécutif. Au même moment, la MUD menait un combat contre le Conseil national électoral pour que soit reconnue la victoire de cinq députés, afin d'obtenir la majorité absolue.

Pour contrer la victoire de l'opposition, le président sortant de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, a annoncé la création d'une « Assemblée communale », un organe parallèle approuvé par Nicolas Maduro comme « l'instance législative officielle du peuple ». Cela se concrétisera presque deux ans après, avec une Assemblée constituante élue de manière contestable. En décembre 2015, le parti chaviste avait également déposé un recours devant le Tribunal suprême de justice pour contester la validité de l'élection de trois députés de la MUD et, ainsi, empêcher l'opposition d'obtenir la majorité des deux tiers à l'Assemblée.

Pendant toute l'année 2015, la MUD a essayé de faire face à ce déploiement de ressources juridico-administratives de la part du gouvernement de Nicolas Maduro pour mettre les élus législatifs d'opposition dans l'impossibilité d'exercer leurs mandats. Ces procédures d'« inhabilitation », pour user du jargon juridique vénézuélien, ont été avancées par le Tribunal suprême de justice. En juillet 2015, par exemple, Daniel Ceballos, Maria Corina Machado et Enzo Scarano se sont vu interdire de se présenter. Ces trois députés n'avaient, comme par hasard, jamais perdu une élection. La persécution judiciaire à des fins politiques

montait d'un cran à chaque fois que le gouvernement se sentait menacé.

Le harcèlement judiciaire devient un affrontement physique au sein même des locaux des institutions. Le 5 juillet 2017 – jour de commémoration de l'indépendance –, le violent assaut perpétré par des manifestants proches du gouvernement, accompagnés d'agents de la Garde nationale bolivarienne, dans l'enceinte même de l'Assemblée nationale, marque les esprits. C'est une violation de l'un des espaces sacrés de la République. Le principe de la séparation des pouvoirs a été littéralement et physiquement bafoué. Les images des murs blancs du palais législatif portant les empreintes des mains ensanglantées des députés et du personnel blessés sont d'une violence inouïe. La vidéo d'un député jeté au sol par des hommes en uniforme, son visage ensanglanté, le récit des personnes qui ont été séquestrées à l'intérieur du palais, menacées par des groupes violents qui les attendaient à l'extérieur, ont envoyé un message assez clair de la part du gouvernement de Maduro : il n'y avait aucune chance d'interrompre le processus d'installation de cette Assemblée constituante qui viendra se substituer à l'Assemblée où l'opposition détient la majorité. Ce qui est étonnant, c'est que, même si l'assaut brutal du parlement par les factions chavistes et la Garde nationale bolivarienne a beaucoup nui à l'image du gouvernement de Maduro, les choses ont suivi leur cours. Maduro l'a emporté, d'une certaine manière.

L'installation de l'Assemblée nationale constituante par le gouvernement de Maduro est le signe explicite d'une démarche dictatoriale. L'opposition parlementaire rejette le scrutin du 30 juillet 2017, car il est fondé sur des mesures arbitraires. Le collège électoral est redéfini et les électeurs sont répertoriés selon l'activité que le Conseil national

électoral leur a attribuée. La manipulation informatique des identités et des professions des Vénézuéliens donne des résultats épatants. Les gens se cherchent dans la base de données de cette institution *via* leur numéro de carte d'identité. Quand ils consultent sur le site leur appartenance à ces collèges électoraux pour la Constituante, un président d'université est enregistré comme entrepreneur, un député d'opposition comme retraité. Il s'agissait, pour Nicolas Maduro, de rompre avec le système d'un homme pour une voix. Le scrutin de l'Assemblée constituante de Maduro casse en soi les mécanismes de base de la représentativité des citoyens *via* des élections.

Et pourtant, une grande partie de la population s'est mobilisée pour mettre en cause et empêcher l'élection de la Constituante, en suivant l'appel des leaders de l'opposition. J'étais au Venezuela durant l'été 2017. Le climat était extrêmement agité et politiquement inintelligible. Le 16 juillet, l'opposition organisa une collecte nationale de signatures pour demander la non-convocation de la Constituante. Elle réussit à faire signer cette demande par 7,5 millions de Vénézuéliens alors que l'autorité électorale lui avait permis d'utiliser seulement 20 % des bureaux de vote. Les files d'attente étaient impressionnantes, et la détermination aussi.

C'est un grand paradoxe qui se cristallise à la fin de 2017, une fois que la Constituante s'installe et que les manifestations de rue s'éteignent¹. Bien que le mécontentement social soit immense, les gens hésitent à regagner la rue. Les protestations des années précédentes ont coûté

1. <http://prodavinci.com/2015/02/12/actualidad/de-febrero-2014-a-febrero-2015-como-politizar-lo-social-por-margarita-lopez-maya-aunanodel12f/> (consulté le 19 mai 2015).

très cher aux opposants, mais n'ont produit que très peu de résultats. Les opportunités politiques de l'opposition se réduisent jusqu'à la fin de 2018. La déception du charisme est très importante, mais l'émergence d'une nouvelle conscience politique qui puisse la canaliser n'est pas encore d'actualité. En tout cas, Nicolas Maduro n'a jamais su combler le vide politique laissé par Hugo Chavez, et la prestation du président ne fait que décevoir les bases fidèles depuis quinze ans au projet révolutionnaire et à son chef si charismatique.

Une lutte invisible depuis le Nord

L'année 2014 est celle où la « rue » se manifeste et devient l'objet de toutes les convoitises politiques. Ces révoltes ne captent pas l'attention sur la scène mondiale des « printemps arabes » survenus peu d'années plus tôt. Les rues vénézuéliennes, tout aussi agitées, ne bénéficient pas du même regard. Pour le progressisme médiatique, les foules vénézuéliennes n'incarnaient pas un mouvement de résistance sympathique contre un autoritarisme odieux. Certes, la manière dont le mouvement *La Salida* s'est articulé au sein de l'opposition vénézuélienne est problématique. Mais ce qui m'étonnait, vu depuis la France, c'est que l'association entre ce qui se passait au Venezuela et les événements encore récents en Égypte ou en Tunisie n'était pas envisageable. Les Vénézuéliens n'ont pas eu droit aux appellations florales – jasmin, œillet – si caricaturales, mais si présentables dans la sphère médiatique. La Plaza Altamira n'a jamais été comparée à la place Tahrir. Istanbul n'était pas comparé à Caracas. Le gréviste de la faim Franklin

Brito¹, mort en août 2010, n'a jamais bénéficié du même traitement que Mohamed Bouazizi, le vendeur de fruits qui s'est immolé à Tunis en décembre 2010.

Certes, le Venezuela est trop loin de la France. Mais, même dans la presse la plus spécialisée, les opposants vénézuéliens suscitaient des doutes et de la méfiance. Le stigmate d'une « opposition de droite » l'a emporté. Comme si ces Vénézuéliens révoltés n'entraient pas dans le catalogue des bons indignés, comme si le gouvernement de Nicolas Maduro n'était pas un pouvoir contre lequel il était légitime de s'indigner. La protestation dans les rues vénézuéliennes n'était pas audible pour les Français.

Je suis en désaccord avec la *guarimba* comme mode de protestation. À mon avis, ce mode d'action soutenu par une certaine opposition radicale a été nuisible, contre-productif, arbitraire... Mettre des débris, des troncs d'arbre, des poubelles sur la chaussée et les brûler, dans un pays comme le Venezuela où la voiture est souvent le seul moyen pour se déplacer, est irresponsable. J'ai été témoin de situations absurdes où des gens ne pouvaient pas, de ce fait, aller à leurs rendez-vous médicaux. Le plus absurde étant que ces *guarimbas* ont lieu surtout dans les quartiers aisés de Caracas, dans l'est de la ville. La classe moyenne s'enferme elle-même, les jeunes issus de ces quartiers s'empêchent eux-mêmes de circuler. En effet, il n'y

1. Entre 2004 et 2009, l'agriculteur vénézuélien Franklin Brito a mené six grèves de la faim, s'est automutilé en se coupant la phalange du petit doigt de la main gauche devant les caméras de télévision et en se cousant la bouche. Il protestait ainsi contre la confiscation arbitraire et violente de ses terres par un groupe de personnes qui auraient été envoyées par un maire chaviste. Il est finalement mort en août 2010, après quatre-vingt-dix jours de jeûne confiné sous surveillance policière à l'hôpital militaire de Caracas.

a de *guarimbas* ni dans les quartiers populaires, où elles seraient tout de suite réprimées par les *colectivos*, ni dans le centre-ville, où la police et la Garde nationale réagissent immédiatement.

Les *guarimbas* se sont répandues dans d'autres villes du pays – Maracaïbo, Valencia, San Cristobal, Barquisimeto – et ne constituent pas du tout un mouvement uniforme ni organisé. Tout dépend des circonstances, des émotions, du degré d'irascibilité des protestataires. En effet, j'ai pu le constater, certains *guarimberos* raisonnaient, d'autres non, lorsqu'on leur demandait de laisser passer parce qu'il s'agissait d'une urgence. Il fallait convaincre, voire négocier. Ces jeunes qui organisaient les *guarimbas* sont devenus la cible de la répression brutale de la GNB. Une répression à l'arme à feu. Comme c'est le cas pour tellement de choses dans ce pays de l'absurde, les Vénézuéliens sont partagés quant aux *guarimberos*. Ceux-ci passent très vite du statut de héros à celui de délinquants. Cela dépend de l'interlocuteur et du niveau de dérangement que leurs actions lui causent. La classe moyenne et aisée de Caracas se trouve souvent prise dans ces pièges et les *guarimberos* portent fréquemment des cagoules pour ne pas être photographiés ni identifiés par les forces de l'ordre.

Certes, les *guarimbas* de *La Salida* 2014 ne sont pas tout à fait comparables avec les manifestations de 2017. Il y a une différence cruciale : ces dernières ont été accompagnées par un leadership d'opposition qui avait remporté la majorité des sièges du parlement en 2015. Mais les manifestations de 2017 dans les villes vénézuéliennes n'ont pas non plus bénéficié d'une qualification du type *Occupy*, comme c'était le cas des manifestations et des mouvements pour la démocratie en 2014 et 2015 dans beaucoup d'endroits du monde. La méfiance vis-à-vis de la mobilisation

vénézuélienne, des *guarimbas* ou des grandes manifestations, reproduisait les schémas à l'égard de l'« opposition putschiste de 2002 ». Les grands mouvements de 2017 ont souvent porté le même stigmate lorsqu'ils étaient rapportés par la presse internationale. Le chavisme gagnait presque systématiquement la bataille médiatique, surtout en Europe. Une analyse un peu plus longue, quelques lignes supplémentaires dans un article, quelques minutes d'antenne de plus auraient permis d'introduire des nuances quant à la signification de ces protestations annonciatrices de la crise brutale à venir, et à l'échec fracassant de la « révolution bolivarienne ».

Ainsi, les protestations des Vénézuéliens contre les gouvernements chavistes ont été difficilement audibles pendant de nombreuses années. L'aura progressiste du régime cacha trop souvent sa dérive autoritaire. C'était comme si l'intelligentsia progressiste des pays démocratiques du Nord ne savait pas trop quoi faire avec les protestations vénézuéliennes.

La guerre de tranchées et ses coulisses

Sous Nicolas Maduro, la scène politique devient une guerre de tranchées, avec une répartition inégale des forces. À partir de janvier 2016, l'opposition vénézuélienne se trouve face à un dilemme. Désormais majoritaire à l'Assemblée nationale, elle s'était imaginé pouvoir mener la bataille contre le régime chaviste sur le terrain législatif. Mais rien ne se passera comme prévu. Le gouvernement prend comme prétexte l'élection « irrégulière » – selon ses dires – des trois candidats de l'opposition dans l'État d'Amazonas pour déclarer l'Assemblée nationale « illégale ».

Chaque loi adoptée par la suite par les élus de l'opposition au parlement est invalidée par le Tribunal suprême de justice. Cette stratégie du gouvernement ne réduit pas seulement le parlement à un rôle purement symbolique. Elle prive aussi les élus issus des différents partis politiques d'opposition – ainsi que ceux du Parti socialiste uni du Venezuela¹ ! – de la possibilité de mener un débat politique dans des conditions ordinaires. En démocratie, un parlement est par définition pluriel. Les aspirations des députés peuvent être diverses. Mais, pour faire face au défi de survivre aux mesures du gouvernement de Maduro, il faut avoir une posture unique.

Comprendre la dynamique que prend la politique de l'opposition vénézuélienne entre janvier 2016 et la fin de l'année 2018 est une tâche ardue. Car elle balance constamment entre hurlements et chuchotements. Parmi ceux qui hurlent, il y a Henry Ramos Allup. Issu du parti Action démocratique, il est élu président de l'Assemblée nationale en janvier 2016. Pour remplacer à ce poste l'un des poids lourds du chavisme, Diosdado Cabello, et inaugurer la nouvelle ère politique pour l'opposition, Henry Ramos Allup choisit la manière forte : il fait décrocher les grands portraits de Hugo Chavez des murs du parlement, et enlever tout signe de propagande chaviste des bureaux des

1. Les mandats de ces députés du PSUV ont été annulés par cette décision également. En effet, ils incarnent bien le dilemme auquel font face les héritiers potentiels de Chavez : ils doivent se préparer à lutter pour le pouvoir sans avouer qu'ils le font. S'ils osent le faire, ils risquent d'être stigmatisés par leur hiérarchie ; mais, s'ils temporisent, ils peuvent se trouver dépassés par l'habileté intrigante de leurs rivaux. Voir à ce sujet : Luis Gomez Calcano et Nelly Arenas, « Le populisme chaviste : autoritarisme électoral pour amis et ennemis », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 86, 2012, pp. 61-79.

députés. Le tout devant les caméras de télévision. Le geste est fort : le pluralisme politique est de retour dans l'hémicycle. En même temps, le nouveau président de l'Assemblée nationale annonce la tenue d'un référendum pour révoquer Nicolas Maduro de la présidence. Mais, encore une fois, le régime déploie tout son arsenal juridique (cette fois-ci *via* le Conseil national électoral, dont les membres lui sont acquis) pour empêcher l'opposition d'aller au bout de sa démarche¹.

La population vénézuélienne, qui s'était mobilisée massivement en faveur de la tenue du référendum révocatoire, sort de ce nouvel échec profondément frustrée. L'opposition, elle, est affaiblie. La cacophonie au sein de la MUD, la grande coalition des partis d'opposition, devient assourdissante. La possibilité d'une direction politique unitaire s'éloigne. Chacun dit ce que bon lui semble. Sans aucune coordination apparente, tous se comportent comme étant des porte-parole de quelque chose.

En coulisses, dans la sphère des chuchotements, deux stratégies s'affrontent : le *salidismo*, du mouvement *La Salida* (dont les principaux représentants sont Maria Corina Machado et Leopoldo Lopez, et qui prône la démission de Nicolas Maduro), et l'« électoralisme » (défendu par Henrique Capriles et Ramon Guillermo Avelado, et qui

1. Le référendum est complètement écarté en 2016, ce qui veut dire qu'il n'y aura aucun changement politique et que le chavisme continuera au pouvoir jusqu'en 2019. Si le référendum est réalisé en 2017, le pouvoir sera assumé par le vice-président désigné par Nicolas Maduro. Le référendum en 2017 signifie donc qu'il n'y aura pas de nouvelles élections présidentielles et que les décisions et mesures nécessaires pour sauver l'économie ne seront pas prises. Le gouvernement de Nicolas Maduro et le bloc politique « chaviste » ont ainsi clairement décidé de sacrifier la population vénézuélienne pour rester au pouvoir.

promeut un projet politique centriste en alternative au chavisme pour arriver au changement par la voie électorale). La bataille entre ces deux postures incompatibles est rude. Aucune ne portera ses fruits jusqu'à ce que la MUD éclate en octobre 2018. Entre ces deux stratégies, différentes personnalités se cherchent des opportunités individuelles. C'est le cas d'Henri Falcon. Proche de Chavez, ex-militaire et gouverneur de l'État de Lara, il décide de se présenter à l'élection présidentielle anticipée de mai 2018 face à Nicolas Maduro alors que la MUD ne participe pas au scrutin, qu'elle qualifie d'illégal et d'antidémocratique.

Micropolitique du ressentiment

Au sein du Parti socialiste uni du Venezuela ainsi qu'au sein des hautes sphères du régime chaviste, le pouvoir d'un homme est incontesté et incontestable : celui de Diosdado Cabello. Pourtant, cette personnalité toute-puissante a dû essuyer une défaite, et non des moindres : même s'il était très proche de Hugo Chavez, il n'a pas été choisi par ce dernier comme son successeur¹. Depuis cet échec, Cabello est miné par le ressentiment. Il incarne ce que le philosophe Max Scheler a défini au début du xx^e siècle comme « l'homme du ressentiment² » dans la gamme des valeurs perverses par la « révolution bolivarienne » vénézuélienne. En effet, en suivant Nietzsche, Scheler explique que l'homme du ressentiment « ne peut se détacher de son

1. <http://www.sebastianasinsecretos.com/2018/11/02/sebin-el-nuevo-round-maduro-vs-diosdado>.

2. Max Scheler, *L'Homme du ressentiment*, Paris, Gallimard, 1971.

désir de vengeance inassouvi, qui détermine la totalité de sa conduite. Le ressentiment, en ce sens, n'est pas une émotion comme les autres, mais bien une structure de comportement : il empoisonne l'existence tout entière, dont il a fourni la clé de l'interprétation. L'homme du ressentiment mène une vie de ressentiment¹ ». Le cadre de la « révolution bolivarienne » va permettre à Diosdado Cabello de prendre sa revanche. C'est un sentiment qui donne sens à une série de pratiques politiques justifiées comme relevant de la revanche d'un peuple victime qui devient victimaire par l'action d'un homme puissant.

Après les protestations de 2014, Diosdado Cabello crée la figure du *patriota cooperante* (coopérant patriotique). Son rôle sera d'identifier, d'espionner et de dénoncer des dissidents chavistes ou des opposants, et de fournir ces informations directement à Cabello afin de les réprimer. Les activités des coopérants patriotiques, qui agissent sous couvert d'anonymat, ne sont pas gardées secrètes. Bien au contraire, Cabello prend soin de les mettre en scène. Lors de son émission de télévision en public *Con el mazo dando*, il utilise des renseignements obtenus grâce aux coopérants patriotiques pour diffamer et diffuser de fausses informations sur les supposés ennemis de la patrie. À la suite de ces dénonciations, des procès judiciaires sont instruits. De cette manière, les plus hautes sphères du gouvernement vénézuélien assument

1. L'historienne Frédérique Langue fait le lien entre le ressentiment en tant que passion négative et le militarisme vénézuélien, dont l'expression la plus achevée est le prétorianisme de la « révolution bolivarienne ». Cf. Frédérique Langue, « Ressentiment et messianisme du temps présent vénézuélien », in *Le Passé des émotions. D'une histoire à vif, Amérique latine et Espagne*, Luc Capdevilla et Frédérique Langue (éd.), Rennes, PUR, 2014, pp. 121-142.

sans complexe l'absence de justice impartiale et de séparation des pouvoirs.

Le cas d'Araminta Gonzalez, bien répertorié dans les médias, montre bien les mécanismes de la terreur générée par la persécution politique lancée depuis l'émission télévisée de Cabello. Accusée de participer aux protestations de 2014, cette chimiste d'une trentaine d'années a été emprisonnée et torturée. À la suite de plusieurs tentatives de suicide en prison, elle a purgé une partie de sa peine dans un hôpital psychiatrique.

Araminta est une scientifique compétente qui travaille dans un laboratoire produisant des médicaments génériques. Elle démarre une belle carrière et habite la ville de Guarenas, où elle possède un petit appartement hérité de son père. Elle mène avec sa sœur une vie tranquille. Quand en 2014 les protestations éclatent, elle aide des jeunes qui y participent en leur fournissant médicaments et aliments, et noue des liens d'amitié avec eux¹. Sans comprendre ce qui est en train de se passer, Araminta subit un cambriolage, est interrogée par la police politique, puis est emprisonnée.

C'est une investigation journalistique qui révèle en 2015, bien après son arrestation, l'identité des deux hommes qu'Araminta avait aidés. Ils se faisaient passer pour des activistes du mouvement d'étudiants, mais étaient en réalité des « coopérants patriotiques » qui avaient infiltré les partis politiques d'opposition Voluntad Popular et Alianza Bravo Pueblo pour espionner et arrêter les étudiants et manifestants de 2014. C'est un crime sinistre commis par ces deux hommes, l'assassinat de Liana Aixa Hergueta, qui permet

1. <http://www.venezuelaawareness.com/2015/08/13ag-hay-2-patriotas-cooperantes-entre-la-mujer-descuartizada-y-araminta-gonzalez-imagenes>.

aux journalistes de remonter le fil jusqu'à l'arrestation d'Araminta Gonzalez. En effet, trois jours avant son arrestation, elle les héberge et les aide, car ils participent aux manifestations en tant qu'opposants au régime. Carlos Eduardo Trejo et José Rafael Pérez Venta abusent par la suite de sa confiance en lui volant notamment son ordinateur et en saccageant son appartement.

Outrée par ce cambriolage, Araminta Gonzalez commet alors l'erreur qui lui coûtera presque la vie : elle dénonce Trejo et Pérez Venta sur sa page Facebook et sur son compte Twitter. C'est après cette imprudence sur les réseaux sociaux que les comptes d'Araminta sont hackés et qu'elle se fait arrêter. Alors commence le calvaire de la vengeance de ces deux hommes contre la jeune chimiste : tortures de toute sorte et internement dans les geôles de l'INOF, l'Institut national d'orientation féminine, la prison pour femmes de Caracas.

Une trame d'intrigues nourrit les différentes versions évoquées dans les reportages d'investigation. Pérez Venta apparaissait sur les réseaux sociaux comme militant de Voluntad Popular. On le voit sur une photo à côté de Leopoldo Lopez le jour où ce dernier est arrêté. Il a même été vigile au poste de surveillance dans la rue où habite David Smolanski, maire d'El Hatillo, membre de Voluntad Popular.

Pérez Venta avait été un fervent militant pro-Chavez en 2008 et 2010. Il a été militaire, selon les journalistes qui ont fouillé sa page Facebook. Sans aucune explication sur Twitter et Facebook – car le militantisme des coopérants patriotiques s'affiche surtout sur les réseaux sociaux –, il est passé de chaviste à ardent militant du parti d'opposition Voluntad Popular.

Le fait qu'Araminta Gonzalez soit chimiste a beaucoup facilité la tâche au gouvernement pour lui constituer de toutes pièces un dossier judiciaire. Diosdado Cabello a pu faire d'elle la terroriste parfaite¹. Dans son émission du 7 août 2014, il annonce l'arrestation d'Araminta pour fabrication d'explosifs. On comprend mieux pourquoi sa capture le 24 juillet fait l'objet d'une mise en scène spectaculaire. D'abord, une perquisition a eu lieu dans son appartement et toute la rue a été bouclée par des agents des forces de l'ordre. Araminta ne se trouvait pas dans son appartement lors de la perquisition. Elle était dans le quartier de Chacao, où elle a été arrêtée avec un ami sans aucune explication et d'une manière ambiguë par des hommes armés. Les deux amis ne comprenaient pas s'il s'agissait d'une arrestation ou d'un kidnapping. Araminta Gonzalez a été dépouillée de toutes ses affaires personnelles. Ses ravisseurs lui ont mis une capuche et ont commencé à la torturer en lui demandant qui la finançait. Les ONG qui la soutiennent affirment qu'Araminta a été torturée régulièrement. Elle a passé plus d'un an en détention sans même une audience préliminaire. Libérée en 2017 grâce à la pression et à la mobilisation des ONG, elle a pu se rendre en Espagne en février 2018 et y a demandé l'asile politique.

La mise en scène médiatique des « coopérants patriotiques » comme source d'informations sur les opposants crée une sorte de réalité virtuelle dans laquelle la répression la plus abjecte est banalisée. Les délations deviennent un jeu qui passe à la télé, et les incarcérations s'ensuivent. La scène médiatique officielle diffuse la vengeance et les représailles

1. <https://m.youtube.com/watch?feature=youtu.be&v=mTKmyzqXeYE#dialog>.

PAYS HORS SERVICE

en direct. Le ressentiment médiatisé, exercé par un pouvoir sans limites, se répand tous azimuts. Ce n'est plus la passion des faibles, mais le moteur politique d'une volonté de rester au pouvoir à tout prix.

II

DE LA PRÉDATION

Un point de vue personnel

L'histoire familiale aide à comprendre un positionnement, une vision des choses. C'est la construction d'un univers de sens qui protège et qui aide à prendre de la distance.

Je suis issue d'une famille recomposée. Ma mère a divorcé à une époque où il était rare qu'une femme de la bourgeoisie provinciale divorce, migre à la capitale, reprenne des études supérieures et fasse carrière. Rarissime, même. Ma mère, Myrna Lezama, est née dans un village dans les montagnes du sud de l'État d'Anzoátegui, au milieu des plantations de café, en 1934. Dans le village de Bergantín, situé sur les flancs du mont Turimiquire (2 500 mètres), se trouvait la plantation de son grand-père maternel, Salomon Bajares, d'origine libanaise, arrivé de Beyrouth au début du xx^e siècle avec deux frères et une sœur. Ma grand-mère, Zoïla, était la fille unique de la première union de Salomon avec une Vénézuélienne. Zoïla gérait elle-même l'une des plantations de café à Bergantín ; elle s'était séparée du père de ma mère pour une raison qui m'est inconnue.

Comme beaucoup de Libanais, les Bajares se sont établis dans ce pays et se sont complètement assimilés. Ils